

La lettre de **Magellan** C O N S E I L

Mars 2013
n° 215

Également dans
ce numéro :

**Fiscalité :
Comment
optimiser la dé-
claration de
l'enfant majeur
étudiant ?**

**Panorama des
marchés
financiers et
chiffres clés.**

L'INVESTISSEMENT EN OBLIGATIONS D'ENTREPRISES : UNE EXCELLENTE OPPORTUNITÉ POUR VISER UN RENDEMENT DE 8 % L'AN.

Même si l'environnement boursier semble redevenir plus clément, il n'en demeure pas moins vrai que la plupart des épargnants ne souhaitent pas supporter le risque de fluctuation des cours inhérent à l'investissement en actions. Ce n'est pas pour autant qu'ils doivent se résigner à placer leurs capitaux sur des produits à très faible rentabilité puisqu'il est possible d'obtenir un rendement de 8 % sans être soumis aux à-coups des marchés boursiers.

En effet, les conditions actuelles de marché permettent d'obtenir des **rendements attrayants avec une faible prise de risque en investissant dans les obligations émises par les entreprises privées.**

Rappelons à l'attention des non-initiés qu'une obligation est un emprunt contracté par une société et, comme tout emprunt, la durée et le taux d'intérêt sont fixés à l'émission. En conséquence, l'entreprise qui a émis l'obligation est tenue de payer, chaque année, les intérêts prévus et, au terme, de rembourser la somme empruntée. Ce faisant l'épargnant qui **conserve l'obligation jusqu'à son terme connaît dès le départ la rentabilité de son investissement** à la seule et unique condition que l'émetteur soit en mesure de rembourser l'emprunt contracté. Il est évident qu'en cas de faillite de l'entreprise, l'obligation ne sera pas remboursée en totalité.

Étant donné que l'accès aux emprunts privés est quasiment impossible pour les particuliers, ces derniers n'ont pas d'autres possibilités que de se tourner vers la gestion collective via une sicav spécialisée. Or, le principal écueil de la gestion collective en matière obligataire est l'absence d'échéance puisque les fonds ont une durée de vie illimitée. Autrement dit, dans ce cas, l'investisseur ne peut donc ni connaître le rendement attendu du fonds, ni bénéficier de la garantie en capital puisque la récupération des capitaux n'intervient pas lors du remboursement des obligations mais uniquement lorsque l'épargnant cède ses parts.

Afin de bénéficier des avantages de la détention des obligations en direct, il convient que le fonds soit daté. Cela signifie non seulement que les souscriptions sont limitées dans le temps mais aussi que le fonds a une **durée de vie limitée correspondant à la date de remboursement des obligations.**

Il va sans dire qu'un autre avantage non négligeable de cette formule consiste en la **diversification des investissements.** En effet, plutôt que d'être exposé au risque de défaut d'une seule entreprise, **le risque s'en trouve être fortement réduit puisqu'il y a mutualisation des émetteurs.** Il faudrait donc un nombre important de défauts pour que le rendement servi ne baisse significativement.

Dans les faits, **le rendement servi est fonction de la liquidité souhaitée**. Ainsi, les investisseurs qui acceptent d'immobiliser leurs capitaux sur une durée de 5 ans vont empocher **un rendement régulier de 8 % l'an en investissant sur PRIVATE VALUE EUROPE**. Ceux pour qui la liquidité est un critère essentiel, obtiendront un **rendement annuel moyen de 4,50 % en investissant sur ODDO HAUT RENDEMENT MONDE 2018**.

PRIVATE VALUE EUROPE est un fonds d'investissement composé exclusivement de dettes obligataires d'entreprises privées européennes non cotées de premier plan qui comprend une trentaine de lignes. **Les souscriptions sur PRIVATE VALUE EUROPE sont possibles jusqu'au 30 juin 2013 et sont accessibles à partir de 20 000 €**. Au terme de la période de blocage de 5 ans, le fonds sera dissout et le capital sera rendu aux investisseurs accompagné des intérêts.

En contrepartie de cette absence de liquidité, **les plus-values sont totalement exonérées de l'impôt sur le revenu**. Rappelons que cet aspect est loin d'être négligeable dans la mesure où depuis le 1^{er} janvier 2013, les plus-values des valeurs mobilières sont soumises au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Autrement dit, les contribuables dont les revenus excèdent 150 000 € (personnes seules) ou 300 000 € (personnes en couple) voient désormais leurs plus-values taxées au taux de 45 %.

Il est à noter qu'en cas d'événements spéciaux tels que le décès, l'invalidité ou le licenciement touchant aussi bien le titulaire que son conjoint, le délai de détention de 5 ans est levé. Autrement dit, dans ce cas, les capitaux deviennent immédiatement disponibles.

ODDO HAUT RENDEMENT MONDE 2018 est un fonds investi en obligations d'entreprises privées situées principalement en Europe et dans les pays asiatiques. S'agissant d'un fonds daté, il en résulte que tout investisseur qui restera investi sur le fonds jusqu'à sa dissolution fixée au 31 décembre 2018 connaîtra une performance moyenne annuelle supérieure à 4,50 % en l'absence de défaut. Afin de limiter l'impact d'éventuelles défaillances d'entreprises, ce fonds comportera 70 à 90 lignes en portefeuilles. A l'inverse de la première solution, **la liquidité sur ODDO HAUT RENDEMENT MONDE 2018 est totale**. Autrement dit, **les investisseurs peuvent céder leurs parts à tout moment**. **Les souscriptions sur ODDO HAUT RENDEMENT MONDE 2018 sont possibles jusqu'au 30 août 2013 et peuvent s'opérer soit en compte titres soit en assurance vie**.

Rappelons que la société ODDO possède une réelle expertise dans la gestion des fonds obligataires datés avec plus de 1,4 milliards d'euros de collecte sur cette classe d'actifs. Les performances des fonds précédents sont excellentes puisqu'elles atteignent 33 % pour les fonds créés en 2009 (ODDO RENDEMENT 2013 et ODDO RENDEMENT 2014), 20 % pour le fonds créé en 2011 (ODDO RENDEMENT 2017) et 10 % pour le fonds créé en 2012 (ODDO HAUT RENDEMENT 2017).

En conclusion, **en investissant différemment, il est possible d'obtenir des rendements attrayants totalement décollés des marchés boursiers**. Le principal facteur qui influe sur la rentabilité concerne la durée d'immobilisation des capitaux. N'hésitez pas à nous consulter pour plus d'informations sur ces deux fonds.

FISCALITE : COMMENT OPTIMISER LA DECLARATION DE L'ENFANT MAJEUR ETUDIANT ?

Dès qu'un enfant est majeur, il devient, en théorie, un contribuable à part entière et doit donc déposer sa propre déclaration de revenus. Toutefois, **si l'enfant est âgé de moins de 21 ans ou 25 ans s'il poursuit des études, les parents peuvent décider de le rattacher à leur foyer fiscal**. Dans ce cas, les parents conservent le bénéfice fiscal lié à la demi-part ou à la part entière en fonction du nombre d'enfants au sein du foyer fiscal. Pour mémoire, le montant du gain d'impôt procuré par une demi-part est fonction des revenus du contribuable. Il peut varier de quelques centaines d'euros sans pouvoir excéder 2 000 € compte tenu du plafond du quotient familial.

Si l'enfant établit sa déclaration seul, les parents peuvent déduire de leurs revenus une pension alimentaire, plafonnée à 3 359 € ou 5 698 € selon sa nature. Si les parents peuvent justifier du paiement effectif de la pension, le montant déductible peut atteindre 5 698 €. En revanche, en l'absence de justificatifs, l'administration fiscale admet une déduction forfaitaire de 3 359 € au titre de l'aide en nature constitué par le logement et la nourri-

ture. Le gain d'impôt dont vont bénéficier les parents est fonction de leur tranche marginale d'imposition. Ainsi, pour une tranche marginale de 30 %, le gain d'impôt lié à la déduction de la pension alimentaire sera de 1 709 € ($30 \% \times 5\,698 \text{ €}$) ou de 1 008 € ($30 \% \times 3\,359 \text{ €}$). En contrepartie, l'enfant devra déclarer sur sa déclaration de revenus personnelle, la pension déduite par les parents. S'il s'agit de ses seuls revenus, l'enfant ne sera pas imposable puisque le seuil de revenus à partir duquel l'impôt est dû est fixé à 11 790 € pour une personne seule.

Si l'enfant n'a pas de revenus, il est plus judicieux, sur le plan fiscal, de le conserver au sein du foyer fiscal des parents hormis pour ceux imposés à 41 % ou 45 % et ayant un ou deux enfants à charge. Ceux-ci ont intérêt à détacher leurs enfants à charge et à leur verser une pension alimentaire. Dans ce cas, la diminution de l'avantage fiscal de 2 000 € lié à la perte de la demi-part est plus que compensée par le gain d'impôt résultant de la déduction de la pension alimentaire versée qui s'établit à 2 336 € pour une TMI à 41 % ($5\,968 \text{ €} \times 41 \%$) ou à 2 564 € pour une TMI à 45 % ($5\,698 \text{ €} \times 45 \%$).

En règle générale, il est préférable de détacher l'enfant qui perçoit des revenus puisque ces derniers seront moins imposés (voire totalement exonérés) entre ses mains qu'entre celles de ses parents. Pour ce faire prenons l'exemple d'un étudiant qui doit déclarer 5 000 € de revenus et dont le revenu imposable des parents ressort à 65 000 € (TMI 30 %). Si l'enfant se détache du foyer de ses parents, il ne sera pas imposable puisque ses revenus sont inférieurs au seuil de 11 790 €. S'il reste attaché au foyer fiscal de ses parents, il conviendra d'ajouter 5 000 € au revenu imposable des parents qui passera à 70 000 €. Il en résultera un impôt à payer de 7 867 €. Ce chiffre doit être comparé au montant de l'impôt qu'aurait dû payer les parents sans enfant à charge et après déduction de la pension alimentaire de 5 698 €. Dans ce cas, le revenu imposable des parents passera à 59 302 € ce qui aboutit à un impôt de 6 658 €. Le revenu imposable de l'enfant passera à 10 698 € ($5\,000 \text{ €} + 5\,698 \text{ €}$) et il n'aura pas d'impôt à acquitter. En clair, le fait de détacher l'enfant et de lui verser une pension alimentaire permet de réaliser une économie d'impôt de 1 209 €.

Ceci étant, il reste encore à déterminer les revenus que doit réellement déclarer l'enfant puisque l'imposition est fonction de la nature du contrat (job pendant les études, stage, contrat en alternance).

Les rémunérations perçues par les étudiants de moins de 26 ans dans le cadre d'une activité exercée en parallèle à leurs études sont imposables au-delà de trois fois le SMIC mensuel, soit 4 236 €. Autrement dit, un étudiant de 24 ans qui a perçu une rémunération de 4 000 € sur l'année ne devra rien déclarer. En revanche, si la rémunération ressort à 6 000 €, le montant à déclarer sera de 1 764 € puisque seules les sommes qui excèdent 4 236 € sont à déclarer.

Les indemnités de stage versées par les entreprises à l'occasion d'un stage obligatoire de moins de trois mois faisant partie intégrante du programme des études sont, quant à elles, exonérées. En revanche, si la durée du stage excède trois mois ou s'il n'est pas obligatoire, les montants perçus sont à déclarer en totalité. Il est à noter que, dans ce cas, les frais réels de double résidence ou de scolarité supportés au cours de l'année sont déductibles des indemnités de stage déclarées dans la mesure où il s'agit de frais de formation à finalité professionnelle. Ainsi, si le stage dure 5 mois, il sera donc possible de déduire 5/12 des frais de scolarité et de double résidence le cas échéant.

Concernant les rémunérations perçues dans le cadre de l'alternance, il convient de distinguer le recours au contrat d'apprentissage du recours au contrat de professionnalisation puisque l'imposition diffère.

- **Les salaires versés dans le cadre d'un contrat d'apprentissage bénéficient d'une exonération à hauteur de 16 944 €** (soit 1 412 € par mois). Autrement dit, seule la partie du salaire annuel excédant cette somme doit être déclarée, ce qui, dans la pratique, est peu fréquent. En cas d'entrée ou de sortie en apprentissage en cours d'année, la limite d'exonération doit être ajustée en fonction de la durée d'apprentissage.
- **Les salaires perçus pour un contrat de professionnalisation sont, quant à eux, imposables dans leur intégralité** et ne bénéficient d'aucune exonération de la même manière que les salaires versés pour un salarié en CDD ou en CDI.

En résumé, comme toujours en fiscalité, les situations ne sont jamais simples. Il est impératif d'être bien informé pour essayer d'optimiser les déclarations fiscales en présence d'enfants majeurs étudiants et éviter de payer inutilement de l'impôt.

Panorama des marchés financiers

Données arrêtées au 28 février 2013

<i>Marchés des Actions</i>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	3 723,00	-0,26%	2,25%	0,38%	-22,29%
PARIS (CAC Mid&Small)	7 307,23	2,30%	7,28%	20,12%	5,53%
PARIS (CAC All-Tradable)	2 815,55	0,38%	3,19%	5,94%	-16,97%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	2 633,55	-2,57%	-0,09%	-3,48%	-29,29%
NEW YORK (Dow Jones)	14 054,49	1,40%	7,25%	36,12%	14,58%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	3 160,19	0,57%	4,66%	41,19%	39,12%
FRANCFORT (Dax Xetra)	7 741,70	-0,44%	1,70%	38,28%	14,72%
LONDRES (FTSE 100)	6 360,81	1,34%	7,85%	18,79%	8,10%
TOKYO (Nikkei 225)	11 559,36	3,78%	11,20%	14,15%	-15,02%
MONDE (Msci World) en Euros	116,48	3,63%	5,20%	27,80%	11,11%

<i>Taux d'intérêt</i>	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,12%	0,15%	0,45%	2,14%	2,93%
ETATS-UNIS	0,21%	0,52%	0,77%	1,88%	2,87%
ROYAUME-UNI	0,24%	0,48%	0,87%	1,82%	2,94%
JAPON	0,10%	0,08%	0,31%	0,69%	1,71%

<i>Or et Devises</i>	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	38 450 €	-3,15%	-4,35%	47,88%	91,29%
NAPOLEON	228,00 €	-2,94%	-5,75%	50,00%	93,55%
EURO / DOLLAR	\$ 1,3089	-3,62%	-0,80%	-3,54%	-13,80%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8613	0,63%	5,94%	-3,52%	12,79%
EURO / 100 YENS	¥ 120,87	-2,37%	5,73%	-0,04%	-23,93%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2214	-1,09%	1,16%	-16,56%	-19,57%

Chiffres clés de l'économie française

Données arrêtées au 28 février 2013

BUDGET 2013	370,9 milliards d'euros (dt déficit = 61,2 mds)
PIB 2011	1 996,6 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 818,1 milliards d'euros soit 90 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	- 0,30 % au 4ème trimestre 2012
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 086 euros par mois à compter du 01/01/2013
SMIC	9,43 euros à compter du 01/01/2013
INDICE DES PRIX	+ 1,20 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 4,20 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 1,88 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,90 % de la population active

2, Avenue de Flandre 59700 MARCQ-EN-BAROEUL - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@wanadoo.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 €-R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311. Société de courtage d'assurance N° ORIAS 07 005 844.

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du Code des assurances.

Transactions sur immeubles et fonds de commerce. Carte professionnelle N° 2032 T (préfecture de Lille)

Carte de démarchage financière N° 2050880203VB. Conseiller en Investissement Financier N° E001631-ANACOFI-CIF, association agréée par l'AMF.